



Communiqué de presse

Montrouge, le 15 août 2026

2,5 milliards d'euros « à économiser en urgence » : la FAGE dénonce le milliard d'euros envisagé sur le dos des étudiantEs

Alors que le projet de loi de finances 2027 doit être finalisé dans quelques semaines, l'Inspection Générale des Finances et de l'Inspection Générale des Affaires Sociales ont sorti un rapport commandé par le gouvernement "relatif à l'efficacité des politiques familiales". Ce rapport préconise, parmi 10 mesures, de supprimer les APL pour les étudiantEs dont les parents appartiennent aux 20 % des foyers fiscaux les plus aisés. **Près de 200 000 étudiantEs pourraient ainsi perdre leur aide au logement.**

Si ce rapport ne constitue pas encore une décision gouvernementale, la FAGE dénonce la dangerosité même d'émettre cette proposition, à l'encontre de toutes les réalités étudiantes actuelles. **Pourtant, sur les 2,5 milliards d'euros « à économiser en urgence » évoqués dans le rapport, un milliard reposerait sur la suppression de la possibilité de défiscaliser les frais de scolarité et sur la suppression des APL de plus de 200 000 étudiantEs. C'est inacceptable.** Une nouvelle fois, les étudiantEs sont considéréEs comme une variable d'ajustement budgétaire. Une nouvelle fois, les économies s'envisagent au dépens de leurs conditions de vie, alors que la précarité étudiante ne cesse de s'aggraver et qu'unE étudiantE sur 3 est déjà dans une situation de mal logement.

Les APL sont une aide destinée aux étudiantEs, à des adultes majeurs et autonomes, non à leurs parents. **Les conditionner aux revenus familiaux revient à nier la réalité de centaines de milliers de jeunes :** ruptures familiales, refus ou impossibilité de soutien financier, éloignement du domicile familial et, tout simplement, à les ramener au statut de "enfant de" sans aucune autonomie dans l'incapacité d'assumer seulEs les dépenses liées au logement. Alors que le système de bourses étudiantes est lui-même dans une impasse à cause de leur dépendance aux revenus des parents plutôt qu'au revenu réel des étudiantEs. La FAGE refuse catégoriquement cette familialisation du droit au logement.

Après avoir restreint l'accès aux APL pour la majorité des étudiantEs extra-communautaires, le Gouvernement laisserait désormais entendre qu'une nouvelle catégorie d'étudiantEs pourrait être exclue. La FAGE alerte depuis des années : lorsqu'un droit universel commence à être attaqué, rien ne garantit que cela s'arrête. **Nous refusons cette logique de remise en cause progressive des droits sociaux étudiants.**

La FAGE exige l'abandon immédiat de cette proposition et le maintien de l'universalité des APL pour l'ensemble des étudiantEs, notamment pour les étudiantEs extra-communautaires. Face à une précarité qui touche déjà massivement la jeunesse, faire peser les économies des priorisations budgétaires choisies sur les étudiantEs n'est ni juste ni acceptable.

Contact presse

Elisa Boinet

Attachée de presse de la FAGE

06 75 33 79 30

presse@fage.org